

## Une quatrième rencontre pour un dialogue inter-burundais à Arusha

Voice of America, 27 novembre 2017 Depuis le 15 novembre dernier, le bureau de la médiation de l'ancien président tanzanien Benjamin Mkapa affirme avoir invité à Arusha, en Tanzanie, toutes les parties prenantes dans la crise politique. [Photo : Les participants au dialogue inter burundais vont séjourner pendant deux semaines à l'hôtel Ngurdoto Mountain Lodge, qui accueille l'annuel, à 30 km de la ville d'Arusha.]

L'ancien président tanzanien espère que ce round sera plus productif que les trois précédents. Toutes les questions pertinentes pour la paix et la stabilité seront à l'agenda selon la facilitation. Annonçant qu'il ne va pas participer à la rencontre, le Conseil national pour la restauration des accords d'Arusha (CNARED), principale plateforme de l'opposition, affirme détenir des informations selon lesquelles la facilitation veut rapatrier le processus au Burundi. Dans les ruelles de la capitale Bujumbura, certains Burundais indiquent qu'ils ne savent pas si ce processus va aboutir, tant que les deux parties ne s'assoient pas ensemble. Dans un quartier cosmopolite de Bujumbura, un père de trois enfants estime, comme de nombreux autres Burundais qui n'ont pas voulu s'exprimer sur les ondes de VOA Afrique, que tous doivent participer, même ceux qui ont voulu faire le coup d'Etat en 2015. "Le gouvernement burundais a déjà dit qu'il ne peut s'asseoir avec les putschistes. Pour que tout puisse aller dans la bonne direction, pour qu'il y ait une solution durable, il faut les inviter pour qu'ils expliquent pourquoi ils ont voulu changer les institutions", explique-t-il, avant d'ajouter: "après, s'ils peuvent demander pardon, on peut arriver à une véritable conciliation sinon, ce sera impossible d'avoir la paix". Pour cette mère de famille de l'intérieur du pays venue rendre visite à une parente de Bujumbura, ce prochain round est porteur d'espoir si toutes questions sont abordées. "Nous sommes au Burundi, il y a des problèmes relatifs à la situation politique et cela sera le moment de parler de tout ce qui divise pour une paix durable face aux problèmes économiques et des réfugiés", souligne-t-elle. Les rares politiciens de l'opposition restent au pays, comme Leonce Ngendakumana, vice-président du parti Frodebu, annoncent les thèmes abordés en Tanzanie: "nous discuterons des questions politiques, électorales, législatives". "Ce sont des questions en rapport avec la paix et la sécurité dans le pays", explique-t-il. "nous allons parler de cette pauvreté, du chômage, de la misère, les acquis à consolider ce sont les accords d'Arusha et la Constitution". Pour le parti de l'Union pour le progrès national, non reconnu par le gouvernement, Tatien Sibomana explique qu'il attend "la réaffirmation du respect des accords d'Arusha et de la Constitution". "On va demander qu'il y ait des mécanismes de suivi et de mise en oeuvre de l'accord d'Arusha, sans oublier la question pertinente d'ordre sécuritaire", ajoute-t-il. Les autorités burundaises estiment qu'après avoir sillonné le pays, il est temps que ce dialogue arrive dans la capitale du Burundi, car la paix est revenue sur toute l'étendue de la République. Christophe Nkurunziza, correspondant à Bujumbura

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});